

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
PAR LE
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa, Ontario
Du 19 au 21 juin 2007

Consoeurs et confrères,

Le mois de juin est toujours incroyablement occupé au SCFP national : nous venons de terminer notre tournée des congrès des divisions provinciales, nous rencontrons les vérificateurs et les syndics en prévision de la réunion du Conseil exécutif national et, cette année, nous nous préparons au congrès national qui aura lieu à Toronto. Pourtant, malgré toute cette effervescence, c'est une période qui est aussi très gratifiante. Nos rencontres avec les vérificateurs et les syndics pour l'examen de l'exercice précédent nous permettent de constater ce que nous avons réalisé au cours de la dernière année. Les états vérifiés confirment que nous avons terminé l'exercice 2006 avec un surplus, comme je vous l'avais signalé en mars. Le surplus est venu tant d'économies administratives que des revenus additionnels non prévus des ententes d'équité salariale et d'autres facteurs qui nous étaient inconnus lorsque nous avons établi le budget de 2006. Nos économies sont en grande partie dues à des pratiques administratives qui n'ont aucune incidence sur les services, comme une réduction de nos coûts de location. En outre, nous économisons en utilisant des laissez-passer pour nos voyages en avion. Avec Voyages WE, nous avons négocié une pratique administrative sur l'utilisation de laissez-passer qui nous permettra d'économiser entre 500 000 \$ et un million de dollars en 2007. Je trouve extrêmement important que nous réalisions ces économies sans nuire à notre capacité à offrir des services et des ressources aux premières lignes.

La construction de notre nouveau siège national, qui sera terminée en octobre, est un autre jalon important. Ce nouvel édifice, combiné à l'achat d'autres nouvelles propriétés, a considérablement accru notre avoir et, conséquemment, notre force financière. Il y a dix ans, le SCFP était lourdement endetté. Si nous avions fermé nos portes à ce moment, chacun des quelque 500 000 membres de l'époque aurait possédé 10 \$. Aujourd'hui, dans la même situation, chacun de nos 560 000 membres recevrait 40 \$. Et cette estimation ne tient pas compte de notre Caisse de grève, qui se situe maintenant à 38 millions de dollars.

.../2

Bien entendu, il n'est pas question de cesser nos activités. Nous utiliserons plutôt notre avoir collectif pour poursuivre notre travail – pour lutter au nom des travailleurs du secteur public, tant dans les lieux de travail que dans la société.

Si nous examinons notre situation financière cette année, nous pouvons déjà mesurer de nombreux progrès. Avec la solidité de notre Caisse de grève, qui s'élève à plus de 38 millions de dollars, nous avons soutenu plus de 2 500 membres aux piquets de grève au cours des six premiers mois de 2007 et nous en avons aidé d'innombrables autres à mener des campagnes pour éviter la grève pendant de dures négociations. La situation de la Caisse nationale de grève a radicalement changé au cours des dernières années. En effet, elle est passée du déficit à l'excellent solde que nous avons présentement. Pourtant, nous pouvons lui assurer une stabilité future encore plus grande. À titre d'information, j'inclus un document que j'ai rédigé pour le Conseil exécutif national en 2006 sur la Caisse de grève. Il raconte toute l'histoire : ce que nous avons fait et ce que nous devrions faire, à mon avis, à l'avenir.

De même, notre Caisse de défense a appuyé de nombreuses campagnes qui ont réussi à stopper des tentatives de privatisation, ont permis de progresser sur le front des négociations coordonnées et ont aidé à faire connaître la valeur du travail des membres du SCFP et des services publics. Nos campagnes à frais partagés démontrent leur valeur à cet égard et sont de plus en plus populaires. À la présente réunion du Conseil exécutif national, nous étudierons 23 autres demandes de campagnes à frais partagés, ce qui amènera notre total pour les six premiers mois de 2007 à 52 campagnes. Avec ces approbations, nous aurons alloué 1,598 million de dollars au cours des six premiers mois de 2007, sur un budget annuel total de 1,7 million de dollars. Bien que les conséquences financières de cette situation me préoccupent un peu, je suis très fier de la popularité du programme des campagnes à frais partagés. Elle démontre l'engagement des sections locales et des autres organismes à charte à l'égard de l'action politique et du syndicalisme social. Ces campagnes appartiennent collectivement au SCFP national, aux organismes à charte du SCFP et aux conseillers syndicaux du SCFP. En d'autres mots, le programme des campagnes à frais partagés est un modèle des différents éléments du SCFP qui travaillent ensemble. Il démontre un engagement réel de toutes parts.

Après tout, c'est ce que nous sommes au SCFP – un ensemble divers de sections locales qui travaillent ensemble et qui se soutiennent les unes les autres. Paul et moi avons été particulièrement touchés de voir, encore une fois, l'immense appui accordé aux membres en grève à chaque congrès de division de ce printemps. Tout a commencé en Saskatchewan, où les membres du SCFP ont fouillé dans leur portefeuille pour venir en aide aux membres en grève des Presses de l'Université de Toronto. Ensuite, au congrès de l'Alberta, ce sont les membres de cette division qui ont recueilli de l'argent, tant pour les travailleurs des Presses de l'Université de Toronto que pour les membres de la section locale 218 du conseil scolaire du district de Durham à Oshawa. Bien entendu, les dons de grève et les collectes dans la salle se sont poursuivis à chaque congrès de division qui se

tenait en même temps que des membres du SCFP étaient aux piquets de grève. On ne peut trop insister sur l'importance de cette solidarité avec les membres en grève qui doivent s'occuper de leur famille avec un salaire de grève.

Même s'il en a toujours été ainsi au SCFP, nous ne devons pas prendre cette générosité pour acquise. Les membres de l'ouest soutiennent des membres de l'est. Les grandes sections locales appuient les petites sections locales, tout comme les grandes unités au sein d'une section locale appuient les unités plus petites. Mon bureau a examiné cette situation de plus près au cours des dernières semaines pour comprendre, dans un sens matériel, notre façon de travailler ensemble. Quelle est la source des revenus du SCFP? Quel est le modèle des dépenses? Pour connaître toute l'histoire, il faut suivre l'argent.

Au SCFP, moins de un pour cent des sections locales nous fournissent plus de 25 pour cent de nos revenus annuels. Et moins de 5 pour cent des sections locales nous fournissent plus de 50 pour cent de nos revenus. Mais au Conseil exécutif national, nous prenons nos décisions en matière de dépenses en fonction des besoins et des enjeux, peu importe le revenu et la taille de l'effectif. Tous et toutes, nous sommes fiers d'appartenir à une véritable organisation d'action collective et de solidarité. Pour nous, la phrase « de chacun selon sa capacité, à chacun selon ses besoins » a un sens très concret.

Je tiens à remercier les sections locales qui entreprennent de dures luttes, peu importe leur taille et leur force, et je veux aussi dire merci aux sections locales qui accordent leur soutien indéfectible aux autres. Ce sont ces deux principes qui assurent notre force.

Cela dit, j'ai le plaisir de vous présenter un aperçu de notre situation financière et de nos activités pour le premier trimestre de 2007.

ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 MARS 2007

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 31 mars 2007 se situait à 83,2 millions de dollars comparativement à 79,8 millions de dollars au 31 décembre 2006. Le solde bancaire au 31 mars était de 9,7 millions de dollars, comparativement à 5,8 millions de dollars au 31 décembre. De ce montant, environ 6,6 millions de dollars de liquidités sont destinés à couvrir les montants nécessaires au paiement des indemnités de départ et de congé annuel des employés qui prennent leur retraite, au remplacement du matériel technologique et à une réserve pour les coûts du congrès de 2007, ainsi qu'aux paiements rétroactifs qui ont été versés en

mai 2007. Les placements sont passés de 17,3 millions de dollars à 14,5 millions de dollars pendant la période. La réduction est due à l'encaissement de certains placements pour répondre aux exigences financières nécessaires à la construction du nouvel édifice du siège national.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 60,4 millions de dollars au 31 mars 2007, comparativement à 57,6 millions de dollars au 31 décembre.

Le solde de la Caisse générale au 31 mars s'établissait à 22,8 millions de dollars, comparativement à 22,2 millions de dollars au 31 décembre et à 15,1 millions de dollars un an plus tôt (31 mars 2006).

Les revenus par rapport aux dépenses pour la période de trois mois terminée le 31 mars révélaient un surplus d'exploitation à court terme de 603 000 \$. Nos revenus de capitation étaient en baisse par rapport aux prévisions budgétaires, mais de nombreuses catégories de dépenses étaient inférieures au budget pour diverses raisons et la plupart se corrigeront pendant le reste de l'exercice budgétaire.

Les revenus de capitation, incluant les prévisions de capitation à recevoir, étaient inférieurs au budget de 289 000 \$ ou 0,9 %. Le total des revenus (excluant les revenus d'intérêt de notre compte pour prestations de retraite futures) était inférieur au budget de 165 000 \$ (0,1 %). Nous ne sommes pas pour autant inquiets de ne pas pouvoir atteindre notre cible en matière de revenus annuels.

Les dépenses totales pour la période de trois mois étaient inférieures au budget de 1,7 million de dollars (5,1 %).

Voici quelques-uns des écarts significatifs dans les dépenses :

- En général, les salaires étaient inférieurs au budget de 571 000 \$ (3,9 %). Encore une fois, le montant budgété pour les congés de maladie a été considérablement supérieur au montant réellement dépensé. La sous-utilisation du budget des salaires pour ce trimestre est attribuable en grande partie à certains retards dans le pourvoi des nouveaux postes.
- Les avantages sociaux ont été inférieurs au budget de 83 000 \$ (1,5 %) au cours du premier trimestre.
- Les frais de location et d'entretien de matériel étaient toujours inférieurs au budget, de 48 000 \$ (11 %).
- Les frais de bureau ont été inférieurs au budget de 110 000 \$ (18 %). Ce poste budgétaire est habituellement entièrement utilisé et nous pensons qu'il s'agit d'une anomalie qui se limitera à ce trimestre seulement.

- Les frais fixes de déplacement (surtout pour les autos et les indemnités quotidiennes) étaient inférieurs au budget de 129 000 \$ ou 5,2 %. Là encore, nous ne nous attendons pas à ce que cette tendance se maintienne pour tout l'exercice.
- Les frais de déplacement pour affaires étaient inférieurs au budget de 76 000 \$ (4,9 %) pour la période. Nous sommes satisfaits de ce résultat, compte tenu du fait que ce poste budgétaire est surutilisé depuis plusieurs années. Bien que la plupart des budgets de déplacement aient été haussés dans le cadre du processus budgétaire de 2007, ce résultat est aussi dû à une meilleure planification de la part des directrices et directeurs nationaux et régionaux. Les économies réalisées grâce à la décision du SCFP d'utiliser les laissez-passer d'Air Canada sont un autre important facteur. Ce programme connaît un vif succès.
- Le poste budgétaire des dépenses électorales a été sous-utilisé de 122 500 \$ parce qu'il n'y a pas eu d'élections au cours de cette période de trois mois.
- Les frais de santé des retraités, qui ont été transférés au budget de la Caisse générale pour la première fois cette année, étaient inférieurs au budget de 550 000 \$ pour la période. Bien que nous ayons budgété pour l'exercice complet pour ces frais, le transfert à la Caisse générale ne s'est pas fait avant la ratification des conventions collectives.
- En mai, nous avons présenté un exposé à la réunion des directrices et directeurs régionaux sur le nouveau système de rapports financiers mensuels en ligne. L'outil a été très bien reçu et il devrait s'avérer utile pour contrôler les dépenses de façon plus régulière.

Caisse nationale de défense

L'actif de la Caisse nationale de défense s'élevait à 4,3 millions de dollars au 31 mars 2007, comparativement à 4,2 millions de dollars au 31 décembre 2006. Le passif s'établissait à 3,7 millions de dollars, ce qui donne un solde de caisse de 570 000 \$.

Le montant versé dans le cadre des campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national pour les trois premiers mois de l'exercice totalisait 870 000 \$. Les dépenses relatives aux grandes campagnes de recrutement s'élevaient à 573 000 \$, pendant que les initiatives nationales en matière de stratégie coûtaient 209 000 \$. Quant aux dépenses consacrées aux initiatives régionales en matière de stratégies, elles se sont élevées à 306 000 \$. Les dépenses les plus importantes à ce chapitre ont été consacrées à la campagne sur les soins de longue durée en Ontario (134 000 \$) et à la campagne sur les collectivités fortes de la Colombie-Britannique (69 000 \$).

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 31 mars 2007 s'élevait à 39,9 millions de dollars, comparativement à 38,1 millions de dollars au 31 décembre 2006. Cet actif était formé de 1,9 million de dollars en liquidités, de 1,4 million de dollars en comptes de capitation à recevoir et de 36,5 millions de dollars en placements. Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et frais courus de 797 000 \$. Le passif total s'élevait à 820 000 \$. Ainsi, au 31 mars 2007, le solde de la Caisse s'établissait à 39,1 millions de dollars, comparativement à 37,1 millions de dollars au 31 décembre 2006.

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placement, s'établissaient à 2,77 millions de dollars. Quant aux dépenses, elles se situaient à 875 000 \$, ce qui donne lieu à un surplus pour les trois premiers mois de 1,9 million de dollars.

Les revenus de placement de la Caisse de grève ont beaucoup augmenté par rapport à l'exercice précédent, ce qui est dû tant à l'augmentation de l'actif qu'aux effets de notre stratégie de placement. Les revenus de placement pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2007 s'élevaient à un peu plus de 400 000 \$, comparativement à 239 000 \$ pour la même période de trois mois en 2006.

Le montant le plus important versé pour une seule grève a été de 510 000 \$ pour les membres de la section locale 218, dans leur grève contre le conseil scolaire de Durham en Ontario.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

Les sections locales 1450 et 2808, représentant les journalistes, les photographes, le personnel de la rédaction et le personnel administratif du *Journal de Québec*, ont été mises en lock-out par l'employeur le 22 avril. Par solidarité pour leurs consœurs et confrères lockoutés, les membres de la section locale 1872 de l'atelier d'imprimerie ont voté à 97 pour cent en faveur de la grève. Ensemble, les trois sections locales représentant 261 membres publient maintenant leur propre quotidien et s'assurent l'appui du public pour obtenir une convention collective équitable. La circulation du *MédiaMatin Québec* est maintenant de 50 000 exemplaires à Québec. Au moment d'écrire ces lignes, la Cour supérieure du Québec venait de refuser d'accorder à l'employeur une injonction contre le journal des travailleurs et la riposte du SCFP continue.

La section locale 3251, paramédics de la Ville de Cornwall, a fait une grève de 15 jours, du 26 février au 13 mars 2007. Les membres luttent pour la reconnaissance salariale. La grève s'est limitée à une réduction de 50 pour cent des services des paramédicaux, car ces membres fournissent un service essentiel.

La nouvelle convention collective prévoit une hausse salariale, une juste rémunération pour les congés fériés et des modifications aux écarts de salaires entre classes de paramédics.

Les travailleurs d'entrepôt des Presses de l'Université de Toronto, section locale 3261, ont débrayé le 5 mars pour obtenir une augmentation de salaire équitable. Au moment de la grève, les 20 travailleurs à temps partiel gagnaient 9,36 \$ l'heure. Ils ont décidé de faire la grève pour faire passer leur salaire horaire à 10 \$ d'ici 2008. Le gouvernement de l'Ontario a promis une hausse graduelle du salaire minimum actuel, de 8 \$ à 10 \$ l'heure. Cette nouvelle entente pour les travailleurs à temps partiel des Presses de l'Université de Toronto leur permettra d'obtenir une augmentation bien avant que le salaire minimum de l'Ontario n'ait atteint 10 \$ l'heure, en 2010.

Sans contrat de travail pendant un an, les membres de la section locale 218 du conseil scolaire du district de Durham, à Oshawa, ont fait la grève pendant 13 jours, du 21 mars au 3 avril 2007. Le moyen de pression a permis d'obtenir une nouvelle convention collective de trois ans qui comprend 15 minutes de plus par jour pour les aides-enseignants, des heures supplémentaires pour aider le personnel de bureau, de secrétariat et technique, et de nouveaux postes équivalents temps plein pour les travailleurs de l'entretien et du gardiennage, de même que des améliorations aux salaires et aux avantages sociaux. La section locale 218 représente 2 100 travailleurs du conseil scolaire dans 133 écoles, qui fournissent des services à plus de 70 000 élèves de la région de Durham.

La section locale 3207, qui représente 36 membres aux foyers Cheshire Homes de Regina, a été en grève pendant 54 jours, du 19 janvier 2007 au 14 mars 2007. J'ai signalé, en mars, qu'un processus de conciliation avait permis d'en arriver à un règlement, mais il était impossible d'obtenir d'autres détails à ce moment. Je suis heureux de pouvoir dire maintenant que les membres des foyers Cheshire ont obtenu une hausse de 14,4 %. Les membres et le personnel de la section locale ont remporté une impressionnante victoire, grâce à leur intense lobbying politique, à leurs campagnes publiques et à leur détermination aux piquets de grève.

La section locale 2483, qui représente 24 professionnels et membres du personnel de soutien aux Services à l'enfance et à la famille (Central Manitoba) à Portage La Prairie, a été en grève pendant 13 jours, du 16 au 29 mars. L'entente définitive comprendra une hausse salariale de près de 15 % sur quatre ans, de même qu'un engagement à offrir aux membres un meilleur régime de retraite d'ici 2008.

RETARDS DE CAPITATION

Les arrérages de mars 2007 s'élevaient, le 15 mai, à 5 985 368,74 \$, une diminution de 481 215,43 \$, ou 7,44 %, par rapport à février 2007. Les congrès des divisions ont sans doute contribué à réduire les montants en retard.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL

Avec la formation du personnel qui se déroule dans presque toutes les régions, le printemps est une saison très intense pour la Direction du développement syndical. Bien que la formation du personnel de la Colombie-Britannique ait lieu à l'automne, celle du personnel de l'Ontario, et des régions de l'est et de l'ouest est offerte en juin.

Il y aura deux semaines de formation pour le personnel du SCP en Ontario, du 4 au 8 juin, et du 11 au 15 juin, à Huntsville. Une nouvelle approche a été utilisée pour la formation du personnel de l'Ontario cette année. Elle couvrira un certain nombre d'enjeux de base pour les conseillères et conseillers syndicaux selon un modèle d'enseignement par les pairs. Ce modèle permet un échange direct d'information entre les nouveaux et ceux qui ont plus d'expérience. Les sujets abordés sont : les négociations collectives, l'équité salariale, les arbitrages de différends, la résolution de conflits, la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail, des outils pour analyser les régimes de retraite et d'avantages sociaux, des outils pour lutter contre la privatisation, la communication avec les médias; la jurisprudence en arbitrage, la formation en Word, Outlook, Excel et en SICC (Système d'information sur les conventions collective du SCFP) qui sert aux rapports sur les règlements, au téléchargement de conventions collectives et à la recherche de textes de conventions collectives.

Les membres du personnel du SCP de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba suivront leur formation du 11 au 15 juin, à Banff. Les sujets abordés sont la médiation, la préparation à la grève et les moyens pour l'éviter, la lutte contre la privatisation et les PPP, la résolution de conflit, l'obligation d'accommodement, le point sur les changements juridiques, Quicklaw, le SICC et Excel.

Les membres du personnel du SCP des régions de l'Atlantique et des Maritimes se réuniront pour leur formation du 17 au 22 juin, à Tracadie-Sheila, au Nouveau-Brunswick. Les cours porteront sur les négociations efficaces et sur les négociations coordonnées. Nous incluons également une séance de formation sur les outils de présentation de rapports sur les règlements du SICC, de même que sur la façon de télécharger et de chercher des conventions collectives; sur la lecture des rapports d'évaluation des régimes de retraite; sur les dernières

tendances en matière juridique (adaptation, retour au travail et gestion des présences); sur l'utilisation de *Brown and Beatty* en ligne et de Quicklaw; et sur la santé et le bien-être.

La Direction du développement syndical est aussi responsable, en vertu du plan stratégique en TI, d'élaborer un plan de formation en technologie de l'information pour tout le personnel. Nous avons fait quelques progrès à ce chapitre, sous la supervision du Comité de direction de la TI. Nous avons surtout insisté sur la nécessité de montrer aux conseillères et conseillers syndicaux les nouvelles caractéristiques du SICC. Nous avons jugé qu'il était aussi prioritaire d'offrir une formation au personnel de bureau en Word et Excel, et nous élaborons présentement le plan de mise en œuvre.

PROJET DE L'ÉDIFICE DU BUREAU NATIONAL

La construction de l'édifice de notre nouveau bureau national sur le boulevard Saint-Laurent, à Ottawa, progresse bien. Presque toute l'infrastructure de base de la tour à bureaux est en place et la finition intérieure est avancée. L'aile des conférences, qui n'a qu'un étage, a pris du retard au début de l'année à cause des températures froides et d'autres inconvénients, mais les travaux avancent maintenant très rapidement. L'édifice est entièrement fermé, à l'exception de l'aile des conférences et de la cabine de machinerie. Les travaux d'aménagement paysager commencent ce mois-ci.

Nous discutons présentement avec l'entrepreneur général des échéances de fin des travaux. L'entrepreneur estime qu'il a environ un mois de retard, surtout à cause d'une grève importante menée par le syndicat des couvreurs.

Le fait que les couvreurs n'aient pas été sur place a retardé l'achèvement de la cabine de machinerie et a ainsi décalé l'installation et le démarrage des commandes des installations techniques du bâtiment. Une grève des grutiers a aussi entraîné quelques retards additionnels. À l'heure actuelle, nous examinons les répercussions de chacun de ces retards avec l'entrepreneur et nous réviserons la date de notre déménagement en conséquence.

PREMIÈRE CONFÉRENCE NATIONALE DES CONSEILS RÉGIONAUX DU SCFP

En avril, le SCFP a organisé la première conférence nationale des conseils régionaux. Le SCFP compte présentement 26 conseils régionaux actifs, la plupart en Ontario et en Colombie-Britannique, deux en Alberta et un en Nouvelle-Écosse. Le fonctionnement des conseils régionaux du SCFP et le travail qu'ils font varient beaucoup.

Notre conférence, tenue du 27 au 29 avril à Toronto, a rassemblé 35 militants des conseils régionaux du SCFP, qui ont évalué ensemble leur rôle et leurs objectifs et qui m'ont proposé des recommandations sur la façon de mieux soutenir les conseils et le travail qu'ils font. Nous préparons maintenant une « trousse d'outils » pour les militants des conseils et nous améliorons notre site Web pour faciliter l'accès à l'information et la communication entre militants. Différentes idées sont ressorties de la conférence et je présenterai un rapport au Conseil exécutif national, ainsi que quelques recommandations d'action.

CONGRÈS NATIONAL DE 2007

Nous respectons nos échéances pour le prochain congrès national, qui aura lieu à Toronto, du 15 au 19 octobre. Le préavis a été posté le 18 avril et les débats du congrès de 2005 ont été envoyés, avec un rappel sur les résolutions, le 1^{er} juin. La date limite pour recevoir les résolutions et les modifications aux statuts au bureau national est le 17 juillet. Le 17 juillet est aussi la date d'envoi de la « convocation officielle » qui comprendra les lettres de créance des organismes à charte du SCFP.

Les réservations pour le bureau central du congrès et l'hébergement des délégués se déroulent comme prévu. Les hôtels Radisson Admiral Toronto Harbourfront, Sheraton Centre, Fairmont Royal York et Holiday Inn on King sont complets à compter du 1^{er} juin, mais il reste des chambres au Delta Chelsea et au Marriott.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

Ce printemps, nous avons signé une offre pour l'acquisition d'une propriété de 3 400 pieds carrés à Cornwall, en Ontario. Notre offre a été acceptée et tout est en place pour la conclusion de la vente le 29 juin. Ce nouvel édifice devrait loger les bureaux de sections locales du SCFP en plus du personnel du bureau local. Cette nouvelle acquisition, qui s'ajoute aux propriétés du SCFP, fournira aussi suffisamment d'espace pour tenir des assemblées locales, des négociations et des cours, en plus des activités quotidiennes d'un bureau local.

Le 31 mai, le nouvel édifice du bureau de Cranbrook était prêt à accueillir notre personnel et celui de la section locale qui y loue des bureaux. Nous sommes donc très fiers de pouvoir offrir au personnel et aux membres du SCFP le tout premier bureau autonome du SCFP en Colombie-Britannique.



Baux

Nous continuons d'explorer les possibilités qui s'offrent à nous pour le bureau de New Glasgow, en Nouvelle-Écosse (le bail prend fin le 31 octobre 2007); le bureau de Dalhousie, au Nouveau-Brunswick (le bail a pris fin le 31 mai 2007); Kingston, Ontario (le bail prend fin le 30 juin 2007); Red Deer, Alberta (le bail a pris fin le 31 décembre 2006); Grande Prairie, Alberta (le bail prend fin le 31 août 2007); Medicine Hat, Alberta (le bail prend fin le 31 décembre 2007); et le bureau de Comox, en Colombie-Britannique (le bail prend fin le 30 novembre 2007).

Nous cherchons toujours des locaux pour le nouveau bureau de Dauphin, au Manitoba, et nous examinons des possibilités de lieux pour le bureau de Prince Albert, en Saskatchewan (le bail prend fin le 31 octobre 2007). À Lethbridge, en Alberta, nous attendons toujours la réponse du propriétaire à notre demande d'espace dans d'autres locaux.

Le bail du bureau régional de la Colombie-Britannique, à Burnaby, doit prendre fin le 30 novembre 2008. Nous avons évalué le marché existant pour voir s'il serait possible d'acheter ou de construire. Malheureusement, ces deux options s'avèrent très coûteuses. Nous avons eu l'occasion d'acquérir de l'espace additionnel là où nous sommes et de l'intégrer au bureau régional de la Colombie-Britannique. En signant un bail plus long (peut-être 10 ans), nous assurerons une certaine stabilité au propriétaire qui, en retour, pourrait nous consentir un loyer inférieur au marché

pour une plus longue période, et un loyer très inférieur au marché à la fin du bail. Le propriétaire a aussi convenu de nous accorder une généreuse allocation de rénovation des lieux. Le plan consiste à prendre possession du reste du 4^e étage, ce qui nous donne 2 948 pieds carrés de plus. En bout de ligne, le bureau régional de la Colombie-Britannique sera logé jusqu'en 2018 à des taux favorables, avec droit de renouveler en 2023. Il est prudent de régler tout de suite la question de la prolongation du bail plutôt que d'attendre à 2008, car la situation de la location se resserre dans la région de Vancouver.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Les administrateurs se sont rencontrés en avril pour discuter du régime de retraite des employés du SFCP. Les préparations sont bien amorcées pour l'évaluation actuarielle du 1^{er} janvier 2007, le rapport aux participants de 2006 et la vérification du régime de retraite de 2006.

Le rapport aux participants de 2006 et les états financiers de 2006 ont été présentés aux administrateurs du conseil à des fins d'approbation à leur réunion de juin. Tant le rapport que les états seront affichés sur le site Web du régime de retraite des employés du SFCP www.cepp.ca à titre d'information pour les participants du régime.

Le personnel de l'administration du régime de retraite prépare présentement les états annuels de 2006 pour les participants du régime.

Retraites

Le confrère Douglas Limburg, bureau national, 1^{er} mai 2007
La consœur Elaine Eldon, bureau de Barrie, 1^{er} mai 2007
Le confrère James Lamb, bureau régional de la C.-B., 1^{er} juillet 2007
La consœur Sandra Sorensen, communications, 1^{er} juillet 2007
La consœur Maureen Matthews, bureau de Niagara, 1^{er} juillet 2007
Le confrère Lionel Clarke, bureau de Saint-Jean, T.-N., 1^{er} juillet 2007
La consœur Susan Zimmer, bureau régional de la Saskatchewan, 1^{er} août 2007
Le confrère Gérald Minier, bureau régional de la C.-B., 1^{er} janvier 2008
Le confrère Claude Héту, bureau régional du Québec, 1^{er} mai 2008

Décès

Nous avons la tristesse d'annoncer le décès des confrères suivants :

Le confrère Gerald McPhee, retraité, le 19 mars 2007
Le confrère James (Jim) Crosby, retraité, le 6 mai 2007
Le confrère Ray Whitehead, retraité, ancien directeur régional de la C.-B.,
le 11 juin 2007

CONCLUSION

J'ai très hâte au prochain congrès national en octobre, à Toronto. Le congrès nous permet de célébrer nos réalisations des deux dernières années. Mais nous devons aussi en profiter pour jeter un œil critique sur ce que nous avons fait. Comment pouvons-nous faire mieux? Que devrions-nous changer? Nous pouvons, au congrès, décider ensemble des moyens à prendre pour relever les défis qui nous attendent.

Des défis comme l'étude des recommandations du Groupe de travail national sur la participation des femmes. Des défis comme ceux que nous imposent la privatisation sous toutes ses formes, les nouveaux accords commerciaux, les PPP, la restructuration et la sous-traitance. Des défis comme les nombreuses élections qui auront lieu. Et des défis comme la représentation des travailleurs aux assemblées nationales et législatures, aux municipalités et aux conseils scolaires. Grâce à notre force financière et à notre marge de manœuvre, nous pouvons être audacieux dans nos discussions sur les moyens à prendre pour relever ces défis et sur les nombreux autres enjeux dont nous devons débattre.

Je vous souhaite un bon été reposant, car nous serons très occupés à l'automne!

Respectueusement soumis par

Le secrétaire-trésorier national



CLAUDE GÉNÉREUX

:pmc/sep491